

Législatives 2018 : l'Irak, pays ingouvernable?

Par [Gilles Munier](#)

Mondialisation.ca, 14 août 2018

france-irak-actualite.com

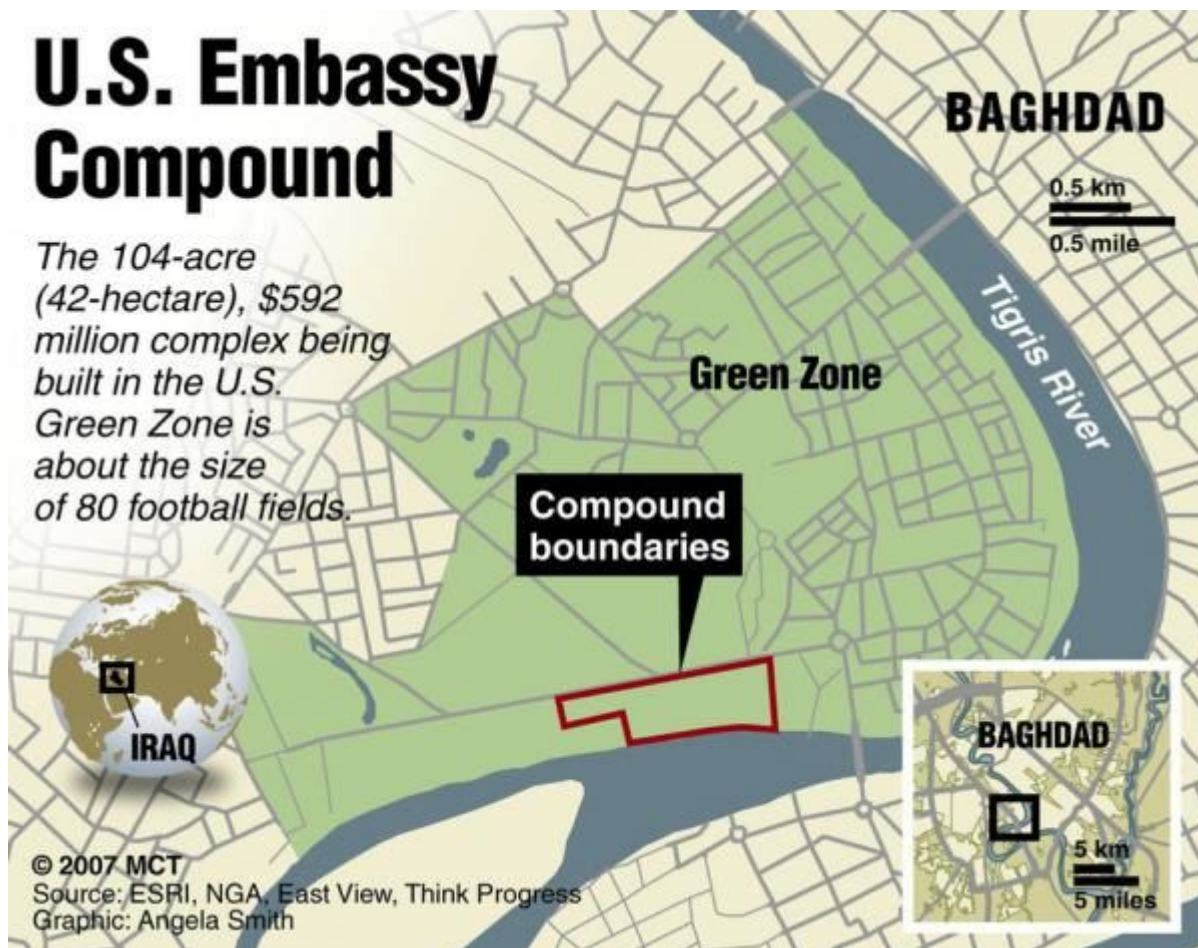
Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [IRAK](#)

Interdit de rire ! La Commission électorale irakienne a annoncé les résultats officiels des législatives du 12 avril dernier : la coalition *En Marche (Sairoun)* de Moqtada al-Sadr demeure en tête avec 54 députés et l'*Alliance de la Conquête (Fateh- 47 sièges)* de Hadi al-Amiri en gagne un. Pour les autres, pas de changement sinon dans la liste de leurs élus. Autrement dit : circulez, il n'y avait rien à voir.

Personne ne s'est offusqué de l'annulation pure et simple des bulletins des 882 urnes du quartier *Al-Roussafa* à Bagdad (*rive gauche du Tigre*), incendiées avant le recomptage début juin où, pourtant, 60% des 2 millions d'électeurs de la capitale ont votés.

A Kirkouk, où la fraude est avérée, la Commission a maintenu les résultats. Sur environ 1 140 bureaux de vote où des manipulations ont été constatées, seuls les bulletins de 190 bureaux ont été recomptés. Arshad al-Salihi, président du *Front turkmène*, [affirme](#) que les juges ont subi des pressions. Il va déposer une plainte, sans illusions.



Le choix du futur Premier ministre irakien se décide-t-il à l'ambassade US?

Boycott

En Irak, depuis août 1990, date de la mise en place de l'embargo international, la situation humanitaire n'a fait qu'empirer, mais pas pour la mafia qui dirige le pays depuis la levée des sanctions. Ce n'est pas l'annonce faite par la Banque centrale, fin juillet dernier, que le ministère de Finances a empoché 600 milliards d'euros depuis 2005 qui va calmer la colère des manifestants chiites du sud du pays, ou ceux qui, à Bagdad – *toutes ethnies et confessions confondues* – réclament des conditions de vie normales. Tous savent qu'en Irak les législatives sont des élections bidons et qu'il n'y a rien à en attendre.

Il n'est pas interdit de penser que l'appel au boycott du scrutin – *plus de 55% d'abstention* – lancé par le cheikh Jawad al-Khalissi, imam du mausolée Al-Khadhimiya – *où sont enterrés Moussa al-Kazim et Muhammad al-Jawad (7^e et 9^{ème} imam chiite)* – a été en partie entendu.

A la différence du Grand ayatollah Ali al-Sistani – *surnommé Bush-stani sous l'occupation* – le cheikh Khalissi est connu pour avoir soutenu la résistance contre les troupes américaines (1) et pour son rejet de la constitution imposée au peuple irakien. [Pour lui](#), dont le grand-père était un des leaders de la Révolution de 1920 contre les Anglais, la situation en Irak ne peut être résolue par des « *élections factices* », des « *alliances artificielles* » ou « *dans les ambassades étrangères, en particulier américaine et britannique* ». En juin dernier, il a annoncé la création d'une « [Conférence nationale pour sauver l'Irak](#) ».

Recours souverainiste

Les élus de 2018 vont pouvoir choisir le président – *kurde* – de la République et le président – *sunnite* – du Parlement ; et Moqtada al-Sadr, vainqueur du scrutin va poursuivre ses contacts pour former un nouveau gouvernement. Mais le veut-il vraiment ?

En posant [40 pré-conditions](#) – *très contraignantes* – pour recruter un ministre, on a plutôt l'impression qu'il se positionne comme recours souverainiste dans le chaos qui va perdurer.

Si tous les blocs électoraux sont d'accord, du bout des lèvres, pour lutter contre la corruption, appliquer la préférence nationale en ce qui concerne les emplois dans le secteur pétrolier, et remettre en état les infrastructures du pays, on les voit mal interdire à leurs membres dirigeants possédant la double nationalité de postuler pour des fonctions officielles, comme le voudrait Moqtada al-Sadr.

Parmi les personnalités irakiennes jouissant de la [double nationalité](#), on peut citer Fouad Massoum (*président de la République*) Iyad Allaoui (*vice-président de la République*), Haïdar al-Abadi (*Premier ministre*). Ibrahim al-Jaafari (*ministre des Affaires étrangères*), dont c'est également le cas, a révélé que sur 66 ambassadeurs, plus de [32 avaient un passeport étranger](#). Au Parlement, ce serait aussi le cas d'une centaine de députés.

La plupart des hommes politiques qui comptent ont la citoyenneté britannique. Rien ne prouve qu'ils l'aient abandonnée en accédant à leur fonction. Rien ne prouve non plus qu'ils soient tous manipulés par les services secrets des pays où ils étaient réfugiés, mais le doute subsiste dans l'esprit des Irakiens, surtout après que des ministres (*Défense, Electricité, Transports*) et le gouverneur de Bassora, accusés de corruption [se sont enfuis d'Irak](#) grâce à un second passeport, leur pays d'adoption refusant de les extraditer.

La perspective d'une Union irako-iranienne

Bien qu'ayant déclaré en juin soutenir Moqtada al-Sadr, Hadi al-Amiri, chef des *Haschd al-Chaabi* et de la *Brigade Badr*, dont la coalition est arrivée en seconde position, [tente indépendamment](#) de réunir suffisamment de députés pour présenter un gouvernement dont il serait le Premier ministre. Il aurait obtenu le soutien de Nouri al-Maliki, de Massoud Barzani et du clan Talabani, voire de Haïdar al-Abadi qui joue sur tous les tableaux dans l'espoir d'être à nouveau choisi comme Premier ministre de compromis par l'Iran et les Etats-Unis .

Mais, la perspective de l'élection d'Al-Amiri effraie Washington où il est décrit comme un agent [du général iranien Soleimani](#), chef de la *Brigade al-Qods*, d'autant plus qu'il serait partisan de la création d'une fédération - ou d'une confédération - irako-iranienne...

Renverser un gouvernement pro-américain dans les deux mois

[Réagissant à des informations](#) selon lesquelles l'ambassadeur américain Douglas Silliman et Brett McGurk, envoyé spécial de Donald Trump, se sont entretenu avec des responsables irakiens pour discuter de l'élection du futur Premier ministre, Hadi al-Amiri a assuré qu'il le renversera « *dans les deux mois* » , si les Américains parviennent à leurs fins. Il les a sommés de ne pas se mêler des affaires politiques irakiennes et a ajouté lors qu'une conférence de presse : « *Avons-nous le droit de choisir un policier en Iran, en Turquie, en Arabie saoudite ou en Amérique? ... Si la réponse est non, alors pourquoi devrions-nous accepter un Premier ministre choisi par eux?* ». A bon entendeur, salut !

De son côté, Moqtada al-Sadr a prévenu que s'il ne parvient pas à constituer un gouvernement, il créera un « *Bloc de salut national* » dans l'opposition. Lui qui se veut au-dessus des partis, des ethnies et des confessions, n'ira pas jusqu'à déclencher un conflit intra-chiite pur imposer son programme. Il suffit de se souvenir qu'en février 2011, en dépit de son soutien aux manifestants anti-Maliki des « [Journées de la colère](#) » (23 morts), il avait changé brusquement de position pour soutenir ce dernier.

(Résultat des courses dans quelques semaines : en 2014, il a fallu attendre 9 mois)

(1) En mai 2004, le cheikh Jawad al-Khalissi avait constitué un [Congrès national](#) de 500 membres dont le comité de direction comprenait le [cheikh Harith al-Dari](#), président de *l'Association des oulémas musulmans en Irak (sunnite)* et des personnalités kurdes. Le congrès appelait au boycott du *Conseil de gouvernement irakien* et des groupes politiques parrainés par les Etats-Unis, et réclamait le rétablissement de l'armée national.

Elections législatives 2018, lire aussi :

[Législatives 2018 : Dégagisme à l'irakienne... Et après?](#)

[Formation du prochain gouvernement irakien : on prend les mêmes et on recommence ?](#)

[En Irak, le 12 mai, des élections législatives hors normes](#)

La source originale de cet article est [france-irak-actualite.com](#)

Copyright © [Gilles Munier](#), [france-irak-actualite.com](#), 2018

Articles Par : [Gilles Munier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca